Synergies Roumanie n° 13 - 2018 p. 51-60

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

Unitas multiplex, ou pour un autre discours sur l'Europe

Radu Albu-Comănescu
Département d'études européennes et gouvernance
Faculté d'études européennes, Université Babeş-Bolyai, Roumanie
radu.albu@ubbcluj.ro

Résumé

Le discours actuel sur l'Europe est loin de servir la cause de l'intégration européenne. Conçu il y a 60 ans pour servir à des fins précises dans le contexte de l'époque, il est aujourd'hui mal adapté aux besoins identitaires des Européens. L'article suit le parcours de création du discours, ses origines, ses éléments et suggère une autre approche.

Mots-clés : discours, intégration, Europe, identités, unimultiplicité

Unitas multiplex, or towards another discourse on Europe

Abstract

Today's discourse on Europe cannot fully serve the cause of the European integration. Conceived 60 years ago for precise purposes at the time, it is today unadapted to the identitary needs of the Europeans. The article follows the evolution of the discourse, its origins, its elements, and suggests a new approach.

Keywords: discourse, integration, Europe, identities, unimultiplicity

Comment approcher un thème qui, par ses termes (*discours* et *Europe*), renvoie à l'histoire et à la géopolitique, à la mémoire collective et sa dynamique à travers les générations, aux valeurs et idéaux qu'elle engendre, à leur propagation ? Rien de plus actuel que le discours ; tout le débat autour du Brexit (sujet d'actualité) porte sur la maîtrise d'une narration, d'un *epos* (ἔπος, mot-clé signifiant à la fois discours et conseil, mais aussi logique d'un discours). Or, il nous semble évident que la crise actuelle de l'Union européenne – crise d'identité dont le Brexit n'est qu'une facette – va de pair avec la crise du discours sur l'Europe ; j'oserai même dire que la deuxième est à l'origine de la première. Essayons de comprendre pourquoi.

La fin de la Guerre froide marqua un tournant dans l'histoire de l'Europe, soulevant encore une fois la question jamais résolue de ses frontières géographiques,

BDD-A29308 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:09:42 UTC)

géopolitiques, politiques et surtout et culturelles (Barnavi et Goossens : 2001). Ces événements ont obligé les Communautés et l'Union à redéfinir l'architecture institutionnelle immédiatement après la chute du Mur de Berlin ; le processus de transformation était déjà entamé par l'Acte Unique Européen de 1986, qui fondait le marché unique, changeant structurellement l'économie, la gouvernance et les compétences politiques de l'Union. Ces changements ont redéfini, avant tout, au niveau national et supranational, la question de l'Etat et son rôle dans l'économie ; les traités de Maastricht et de Nice, la création de l'union économique et monétaire, le projet d'élargissement à l'Est, finalisé en 2004-2007 par l'adhésion de 12 pays ont, tour à tour, transformé la « frontière » européenne tout en menant à une refondation des institutions.

Il s'agit, au fond, d'un projet de succès. Mais l'actuelle crise économique, pas encore dépassée, les vagues migratoires suscitées par le Moyen Orient en guerre, la nouvelle stratégie de sécurité envisagée à Washington et des questions de confrontation militaire (telle l'ascension de l'Etat islamique ou l'agressivité de la Russie après 2014) se sont constitué en défis pour cette Europe institutionnelle ; pire, au fil des années, ce contexte est devenu contraignant. On débat toujours si la Banque centrale européenne ou l'espace Schengen peuvent trouver les réponses nécessaires aux menaces que l'Europe doit confronter. Ce qui est pourtant sûr, c'est que ces circonstances ont dramatiquement mis en évidence deux éléments : d'abord, la faiblesse des mécanismes d'intégration ; puis, les changements qui ont transformé l'Europe après la crise financière. Les grands thèmes qui jadis ne concernaient que le monde fermé des européistes (valeurs européennes, racines culturelles et religieuses de l'Europe, avancée constitutionnelle de l'intégration, citoyenneté européenne, etc.) font désormais partie de la conversation courante des Européens, accompagnés par un certain sentiment d'urgence, avec quelque chose d'impératif. La rigueur imposée par la crise économique et le visible échec des réponses européennes ont fait surgir même la possibilité qu'un pays membre quitte l'Union ; et si, au début, c'était la Grèce qui semblait être visée par une sortie de l'Union monétaire, c'est finalement la Grande-Bretagne qui a rompu avec l'Union en 2016, conséquence d'une image que les institutions européennes avaient acquise : en incapacité de faire face aux questions regardant la sécurité, la croissance économique et, *last but not least*, le processus démocratique.

Or, c'est cette suite de crises qui ouvre un chapitre des plus importants, celui de l'identité, ravivant le « vénérable débat » (pour ainsi citer Jacques Derrida, *L'Autre cap*, 1991) :

> *… le très vieux sujet de l'identité européenne a certes l'antiquité vénérable d'un thème épuisé. Mais ce sujet garde peut-être un corps vierge. Son nom*

BDD-A29308 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:09:42 UTC)

ne masquerait-il pas quelque chose qui n'a pas encore de visage ? Nous nous demandons dans l'espoir, la crainte et le tremblement à quoi va ressembler ce visage (Derrida, 1991 : 5-6).

De toute évidence, les nouvelles frontières de l'Europe après 1989 invitaient à un discours adapté, selon les constats de Chantal Delsol et de Derrida :

… mon but était de proposer une réflexion sur la culture européenne au moment où l'Europe devait poursuivre sa construction non plus contre un ennemi, l'Union soviétique, mais pour elle-même, autour de ses propres références […] *au-delà des cultures nationales il existe bien une culture européenne, un art de vivre et de penser spécifiquement européen, enraciné dans l'histoire et commun à l'ensemble du continent.* (Delsol, 1993 : 11).

Quelque chose d'unique est en cours en Europe, dans ce qui s'appelle encore l'Europe même si on ne sait plus très bien ce qui s'appelle ainsi. À quel concept, en effet, à quel individu réel, à quelle entité singulière assigner ce nom aujourd'hui ? Qui en dessinera les frontières ? (Derrida, 1991 : 5).

Mais il y avait-il vraiment quelque chose d'unique dans les changements observés par Delsol et Derrida ? Car l'identité européenne fut toujours élusive, équivoque, imprécise, ambivalente. Essayer de déterminer les traits principaux de la culture européenne mène invariablement à l'analyse de ses frontières changeantes et de « son ensemble ondoyant » (Delsol : 1993) ; et, au fond, la fin de la Guerre froide ne fut qu'un épisode de la longue histoire de changements qui ont marqué l'Europe au fil des siècles. Depuis la chute de l'Empire romain, la confrontation avec l'Islam, l'avancée de l'Empire ottoman ou de la Russie, le Congrès de Vienne, celui de Versailles et la rencontre de Yalta, l'Europe est passée par plusieurs crises qui lui ont changé le visage et l'équilibre, et lui ont redéfini les parties composantes : nations, Etats, empires, systèmes politiques, institutionnelles ou de gouvernance. Ce sont des crises systémiques.

Mais cette fois-ci, la crise du système politique, la situation économique et sociale et les questions sécuritaires sont accompagnés par l'existence d'une série d'institutions européennes supranationales. C'est pour la première fois que des institutions européennes, définies comme telles par des prérogatives spécifiques, ont aidé à la création de structures politiques nouvelles, disposant d'instruments d'intervention économique et gérant des situations d'urgence. On peut se poser la question dans quelle mesure la présence des acteurs institutionnels inédits (et de leur cadre de fonctionnement) rend les affaires européennes plus complexes, faisant difficile leur lecture. Si le trait principal de la condition européenne de nos jours réside dans sa complexité, afin de la comprendre il serait utile de commencer

BDD-A29308 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:09:42 UTC)

par l'année 1989 ; et rouvrir la question de l'identité ne signifie pas seulement donner une réponse à la « vénérable question » mais aussi poser une deuxième, concernant cette fois les institutions européennes et leur légitimité.

Le problème de légitimité des institutions tient de l'évidence même (Sternberg : 2013) ; par rapport à d'autres acteurs politiques ou entités du système international (tel que l'Etat-nation), elles sont plus récentes historiquement, et disposent d'une identité moins forte que celle des Etats. En conséquence, leur légitimation a suivi une voie où il fallait insister mettre en évidence, par des discours, leurs mérites, les réussites, les accomplissements, leur donnant de la visibilité et de la consistance. Bien sûr, l'identité est intrinsèquement liée à un certain discours qui la définit, et au besoin d'explorer ces définitions par des concepts opératifs. Ce qui est correctement désigné comme « tournant identitaire » par les études européennes (Belot : 2010, Bossuat : 2012) est devenu aussi un tournant discursif. Le discours unio-européen sur l'Europe est devenu essentiel pour sa propre légitimité, pilier des études européennes plus récentes (Krzyzanowski : 2010), pendant que la théorie du discours s'est insérée comme véritable composante des théories de l'intégration européenne (Carta, Morin : 2014 ; Waever : 2009).

On se souvient l'initiative du Président de la Commission européenne, José M. Barroso, qui, en 2013, appelait à un « nouveau discours » (nouvelle narration) sur l'intégration, afin que les citoyens, ressentant ce qu'on appelait « l'euro-fatigue », ne perdent de vue l'importance du projet européen. Car en effet, l'attraction exercée par le discours européen, de Bruxelles ou d'ailleurs, s'est graduellement diminuée depuis 1992 (Sternberg : 2013). « Nous ne pouvons pas avoir une Europe plus efficace sans un plus de légitimité » (Barroso : 2013) ; c'est pourquoi, l'Union avait besoin d'un nouveau discours, si possible refondateur et ouvrant les portes d'une métamorphose constitutionnelle.

Autrement dit, le nouveau discours devrait (re)naître comme projet politique menant à une nouvelle étape dans la construction européenne. Mais c'est plutôt le contraire qui s'était passé : la rhétorique était restée la même. Comment édifier la nouvelle narration nécessaire avec des vieux discours qui n'entraînent pas et qui n'obligent pas l'Europe à se repenser dans des termes plus créatifs, plus affectifs, plus exhortatifs, orientés vers l'avenir ? Proclamé, par le traité de Maastricht, comme objectif à développer afin que les nations européennes puissent se forger un destin commun plus conscient, l'héritage et de culture ont été l'objet de plusieurs tentatives académiques essayant de créer une « mémoire européenne ». Celle-ci devait aider à la création d'un *demos* centré sur les institutions européennes qui devenaient en conséquence plus légitimes. Malgré cet effort, les résultats se sont prouvés maigres (Mazé : 2012 ; Charléty : 2004) ; la muséification manquait le

BDD-A29308 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:09:42 UTC)

naturel, l'organique, et, la nature de ces politiques étant passéiste (Traverso : 2009), le projet a abouti – surtout à l'Est – à des contestations compensatoires (Eder et Spohn : 2005 ; Foret : 2008 ; Gensburger et Lavabre : 2012 ; Wodak et Boukala : 2015), telles la renationalisation de la mémoire, la renaissance des disputes entre les historiens, etc. Claudio Magris voyait confirmée son affirmation : en Europe Centrale et Orientale le passé n'a pas encore été versé aux archives… Loin de pouvoir remplir le vide laissé à la fin du 20e siècle par l'« éclipse des utopies » (Traverso : 2009), ces politiques culturelles venues d'en haut ont engendré un discours officiel, voire une rhétorique à répétition qui ont appauvri la complexité de l'Europe (Woolf : 2003) ; marqués par une téléologie volontariste et par un progressisme fort, les deux sont peu compatibles avec le passé européen riche en divergences et mémoires nationales plurielles.

Or, le contraire de la narration bruxelloise, et qui la rejette absolument, est celle des eurosceptiques ; leur intervention fait que le discours européen soit porté sur deux voix, contraires et rigides, appauvrissant encore le débat parce qu'elles renvoient à la psychologie nationaliste. Tout comme la narration officielle, le discours eurosceptique a un tropisme passéiste, ravivant la rhétorique de l'Etat-nation. La décennie présente lui a ajouté un distinguo irréductible : l'europhobie politique prêchant la désintégration (les *exit*) par des politiques, au fond, impraticables (retour à la monnaie nationale, la dissolution des institutions européennes), compte tenu du contexte global qui oblige l'Europe à agir ensemble.

Cette dichotomie doit être brisée pour mieux récupérer la complexité de la pensée sur l'Europe ; car cette complexité sert le discours européen et reflète ses multiples origines. C'est un exercice qui devra suivre plusieurs axes pour récupérer et capter les discours contribuant à l'identité européenne qui ne font pas partie de *mainstream*, et les contre-discours qui peuvent permettre la lecture des « vieux discours » dans une autre clé.

Le premier qui devrait être revu serait le discours géo-historique. Il doit être réécrit, car, selon Tony Judt « après 1989 rien, ni l'avenir, ni le présent, et surtout pas le passé, ne sera comme auparavant » (Judt, 2005 : 3). Une nouvelle approche est nécessaire pour mieux saisir la signification du changement des frontières en Europe et de l'Europe, chaque fois que l'Histoire, pas ses mouvements, les a transformées, déplacées ou questionnées. L'Europe se multiplie (Moyen Age, Renaissance, Lumières, temps présent) et ses innombrables pensées ne peuvent pas être réduites à la rhétorique linéaire et simpliste de l'évolution de l'idée européenne, ni au confinement de celle-ci à la seule Europe occidentale. La géographie du Continent doit elle aussi être réapprise à partir de ses sous-systèmes (Rhin, Danube, Méditerranée, Baltique, Mer Noire, Mer du Nord, etc.) et de leurs interférences régionales si chères à Denis de Rougemont ou Norman Davies (1996).

BDD-A29308 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:09:42 UTC)

Mais l'unité de l'Europe se relève aussi sous le visage des crises, qui sont, par leur effet de propagation, partagées ; citons Paul Hazard et sa *Crise de la conscience européenne* uniquement pour rappeler les changements psychologiques provoquées en Europe au 17e siècle par les nouvelles idées sur l'Etat et la gouvernance, sur la morale sociale, la religion, le bonheur terrestre, la science et le progrès, sans oublier, un siècle plus tard, les changements apportés par la Révolution françaises. De Lisbonne à St Pétersbourg et de Londres jusque dans les petites capitales des puissances européennes « de second ordre », le sentiment de crise est défini et vécu de la même manière. Quand, par exemple, aux 18e-20e siècles, les pays européens plongeaient dans la guerre, l'idée d'Europe fut perçue comme invariablement salvatrice, l'alternative au désastre. L'Europe est devenue un argument dans l'arsenal rhétorique de la pacification, du raisonnement, de la conciliation ; et c'est cette définition qui s'imposera, correspondant à un « plus-grand-bien » ; on la voit esquissée dans l'attitude politique des acteurs du la guerre de succession pour la Couronne d'Espagne, puis dans le discours cosmopolite de la République des Lettres et, après Napoléon, dans le positionnement des monarchies européennes qui invoquent l'Europe comme cadre qui légitime les restaurations mettant fin au mouvement révolutionnaire (Alexander, 2012 : 21-60) ; ainsi, le Congrès de Vienne qui réorganise le continent peut être compris comme un « sauvetage européen » (Milward : 1992). « L'Europe le demande » n'est pas une expression qui date d'hier ; elle était pratique fréquente chez les hommes d'Etat du 19e siècle, car l'Europe légitimait idées et pratiques politiques.

Le discours lié aux institutions supranationales européennes serait le deuxième à évoquer, lui-même transformé suite aux événements de 1989 et à la une approche nouvelle dans l'historiographie de l'intégration (Dinan : 2017). Le discours traditionnel sur la construction des Communautés avait profondément besoin d'une révision de point de vue de la chronologie, de l'approche théorique et interprétative (Sternberg : 2013), l'européisation et la globalisation ayant diminué l'importance de l'Etat-nation et de son paradigme. Il fallait ouvrir l'historiographie de l'intégration à des thèmes plus vastes, des perspectives transnationales (Dinan : 2017), par l'insertion de la gouvernance européenne dans le cadre plus large de l'histoire de la globalisation économique, et, sur un autre plan, de la modernisation et l'enrichissement des sociétés européennes (Loth : 2005). Mais on notera que les racines de ce discours, qui date des années '50, se nourrissent d'un courant de préservation légitimé par la Guerre froide et le besoin de stabilité institutionnelle. Encore, c'est un discours qui regarde en arrière, rappelant les catastrophes du passé pour que les nouvelles générations empêchent les futures. C'était un discours compatible avec une Europe menacée et rétrécie qui devait confronter deux superpuissances

BDD-A29308 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:09:42 UTC)

se partageant son territoire et son destin. C'est ainsi que dans le langage de l'époque, l'Europe reçut une signification hautement symbolique : elle incarnait des valeurs – liberté, démocratie, réconciliation, renaissance économique, le tout subsumé à l'anticommunisme.

Le mélange entre la conscience de devoir faire face aux défis actuels et la manière conservatrice de composer le discours sur l'Europe explique, partiellement, les difficultés rencontrées par les institutions européennes dans l'adoption d'une attitude plus ouverte sur l'avenir, et donc plus constructive. Là où ce type de discours a pu jouer un rôle actif, après la chute du Communisme, dans l'élargissement ou la création d'une monnaie commune, il s'est prouvé complètement inopérant dans d'autres circonstances, comme par exemple dans la politique extérieure et de sécurité commune ; en ex-Yougoslavie (où la CEE fut incapable de générer une réponse collective devant la désintégration du pays, et de trouver une solution à la guerre qui surgissait pour la première fois sur le territoire européen après la deuxième guerre mondiale), en Irak, Lybie, Syrie, l'Union européenne se montra impuissante, incapable de s'imposer, pire : incapable d'inspirer. Ce fut un moment clé pour comprendre que le discours européen, dans ses références, n'avait pas abandonné le vocabulaire du passé ; l'on parlait de « Reich allemand », de « deuxième Munich », on parle du « nationalisme des années '30 », etc. Et puisqu'on invoque les politiques européennes comme source du discours, notons aussi que la relation dialectique entre le conservatisme et le besoin de renouveau est aussi visible dans les activités des institutions européennes, où la prise de décisions implique plusieurs acteurs et plusieurs variables selon la règle des négociations (Puşcaş : 2013 ; 2016) et suivant des intérêts nationaux définis par une mémoire nationale et une expérience nationale ; les études de la London School of Economics (à travers le projet votewatch.eu) ou l'approche socio-ethnologique transnationale de quelques chercheurs (Busby : 2013 ; Abélès : 2004) le démontrent pleinement. Autrement dit, la narration sur l'Europe façonnée par les institutions européennes, à travers les acteurs nationaux impliqués, qui sont à la fois les producteurs et les consommateurs principaux de ce discours, doit être incluse dans le cadre général du discours sur l'Europe.

Ajoutons la manière dont ce discours est élaboré de point de vue linguistique dans les médias, et comment est-il perçus de l'extérieur : les thèmes récurrents de l'histoire de l'Europe se retrouvent, tout comme la menace identitaire, la nature des frontières, les menaces liées à la sécurité, la question de l'opinion publique, etc. Ce sont des sujets qui ont acquis une dimension géopolitique suite à une présence médiatique par l'apparition d'une série d'acteurs nouveaux et d'une audience renouvelée. Il y a une stratégie média, très visible pendant les élections

BDD-A29308 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:09:42 UTC)

européennes, qui fait que l'espace public devienne une voie de communication qui implique tous les acteurs capables de produire un certain discours (politiciens, société civile, milieux universitaires et d'affaires) ; leur audience est maximisée par la plus grande intensité du processus de communication, surtout à travers les réseaux sociaux (Twitter et Facebook en première place).

Quelles conclusions en tirer ? Que, avant tout, le discours sur l'Europe doit être compris à travers la pluralité des acteurs qui le construisent ; et que ses origines sont loin de couler d'une seule source. Même si l'image acquise par le projet européen, et implicitement par son discours, est en connexion avec celle du 18e siècle et de ses valeurs (Bottici, Chaland, 2013 : 87-111), le premier grand débat sur l'Europe (dans son acception contemporaine) eut lieu à l'époque de la Révolution française et fut centré sur la nation, ce produit nouveau de la pensée progressiste. L'Europe des antirévolutionnaires évoquait un passé chrétien plus unitaire et un Moyen Age dominé par deux institutions (on dirait aujourd'hui) transnationales, le St. Empire et la Papauté. C'est ce trait particulier de l'idée européenne qui est révélé par son discours : l'Europe conçue comme refuge, remède à la guerre et aux conflits, incarnant une communauté pacifique, harmonique, intégrée. C'est ainsi qu'elle sera invoquée après Waterloo, puis tout au long du 19e siècle, à Versailles en 1919 et après la création des institutions communautaires à partir de 1950. Une Europe qui correspond à un plan plus haut de l'existence des nations et qui serait le couronnement de leur maturité politique. La première source de légitimité se trouve irrévocablement dans ce désir rationnel, judicieux et éclairé de vivre en paix.

Pourtant, les racines du projet européen ne se trouvent pas uniquement dans cet esprit lumineux ; les doutes liés au chaos potentiel de l'après-guerre l'ont longtemps nourri. Mais, à la différence de la pensée contrerévolutionnaire, qui était nostalgique, le discours de l'intégration européenne – discours conservateur, de préservation – n'avait rien de nostalgique puisqu'il était inédit. Au contraire, ce conservatisme qui définit la reconstruction de l'Europe après 1945 était compatible avec le processus de modernisation qui s'imposait, les deux constituant les véritables prémices de la modernisation dans un Continent épuisé par les idéologies politiques ; or, cette tension bipolaire et formatrice est trop souvent ignorée par les narrations téléologiques qui se renferment dans le progressisme (Gilbert : 2008). La nouvelle analyse du discours sur l'Europe doit apprendre le nuancement et doit montrer la double nature de la narration institutionnelle, car l'approche téléologique progressiste du discours européen ne résiste pas au scrutin de la critique historique, et, de surcroît, il n'a plus la valeur nécessaire pour expliquer en totalité le projet d'intégration.

BDD-A29308 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:09:42 UTC)

Un « nouveau discours » doit nécessairement mieux comprendre la manière dont l'Europe communique à l'intérieur et à l'extérieur, la manière dont elle est perçue et comprise, y ajoutant les contributions provenant de la sociologie, la géographie humaine, l'histoire économique, etc., dans une perspective multidisciplinaire. C'est là une autre version de l'*unitas multiplex*, la célèbre formule qui honore la diversité européenne. Il faudrait mettre de côté le discours-type actuel, car sa rhétorique actuelle peut mener à la paralysie. Pire, passéiste, elle est incapable d'inspirer, de mobiliser les cœurs, d'informer l'opinion publique. Qu'on se souvienne : l'un des plus forts traits du discours révolutionnaire selon (Foucault : 2003) réside justement dans son habileté de penser l'Avenir et de rompre avec le passé. Une « révolution » des mentalités s'accomplirait ainsi, à la fois nécessaire et légitime.

Bibliographie

Abélès, M. 2004. « Identity and Borders: An Anthropological Approach to EU Institutions ». Twenty-First Century Papers : On-Line Working Papers from the University of Wisconsin, 2005. https://uwm.edu/c21/wp-content/uploads/sites/359/2017/06/abeles.pdf, [consulté le 10 octobre 2018].

Alexander, R.S. 2012. *Europe's Uncertain Path 1814-1914: State Formation and Civil Society*, Oxford : John Wiley & Sons.

Barnavi, E., Goossens, P. 2001. *Les frontières de l'Europe*, De Boeck Supérieur (Musée Europe) : Bruxelles.

Barroso, J.M. 2013. Discours par José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, *A New Narrative for Europe*, Bruxelles, 23 avril, http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-13-357_en.htm, [consulté le 13 octobre 2018].

Belot, C. 2010. « Le tournant identitaire des études consacrées aux attitudes à l'égard de l'Europe : Genèse, apports, limites ». *Politique européenne*, 30:1, 17-44. doi:10.3917/poeu.030.0017. [consulté le 10 octobre 2018].

Bossuat, G. 2012. « Des identités européennes ». Robert Frank éd., *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris : Presses Universitaires de France, 663-686. doi:10.3917/puf.frank.2012.01.0663. [consulté le 10 octobre 2018].

Bottici, C., Challand, B. 2013, *Imagining Europe. Myth, Memory and Identity*. Cambridge: Cambridge University Press, 87-111.

Busby, A. 2013. « Bursting the Brussels Bubble': Using Ethnography to Explore the European Parliament as a Transnational Political Field ». *Perspectives on European Politics and Society*, 14:2, 203-222, doi : 10.1080/15705854.2013.785260. [consulté le 10 octobre 2018].

Carta, C., Morin, J.F. 2014. *EU Foreign Policy through the Lens of Discourse Analysis: Making Sense of Diversity*. Routledge: Ashgate.

Charléty, V. 2004, « L'invention du musée de l'Europe. Contribution à l'analyse des politiques symboliques européennes ». *Regards sociologiques*, 27-28, 149-166, http://www.regards-sociologiques.com/wp-content/uploads/2008/08/13-rs-27-28-linvention-du-musee-de-leurope.pdf, [consulté le 17 octobre 2018].

Davies, N. 1996. *Europe. A History*. Oxford : Oxford University Press.

Delsol, C. 1993. *L'irrévérence. Essai sur l'esprit européen*. Paris : La Table ronde.

Derrida, J. 1991, *L'Autre cap (suivi de La Démocratie ajournée)*, Editions de Minuit : Paris.

Dinan, D. 2017. *Europe Recast: A History of European Union*. Londres: Palgrave MacMillan.

Eder, K., Spohn, W. 2005. *Collective Memory and European Identity: the Effects of Integration and Enlargement*. Routledge: Ashgate.

BDD-A29308 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:09:42 UTC)

Foret, F. 2008. *Légitimer l'Europe. Pouvoir et symbolique à l'ère de la gouvernance*. Paris : Presses de Sciences Po.

Foucault, M. 2003, *Society Must Be Defended. Lectures at the Collège de France, 1975-1976*, New York : Picador, http://rebels-library.org/files/foucault_society_must_be_defended.pdf [consulté le 20 octobre 2018].

Gensburger, S., Lavabre, M. 2012. « D'une «mémoire» européenne à l'européanisation de la «mémoire» ». *Politique européenne*, 37:2, 9-17. doi:10.3917/poeu.037.0009. [consulté le 10 octobre 2018].

Gilbert, M. 2008. « Narrating the Process: Questioning the Progressive Story of European Integration ». *Journal of Common Market Studies*, 46:3, 641-662, doi:10.1111/j.1468-5965.2008.00795.x. [consulté le 10 octobre 2018].

Hart, C., Cap, P. 2014, *Contemporary Critical Discourse Studies*, Londres/New York: Bloomsbury Academic.

Hazard, P. 1942. *La crise de la conscience européenne*, Paris : Boisvin & C°.

Judt, T. 2005. *Postwar. A History of Europe*. New York: Penguin.

Judt, T. 2008. *Reappraisals. Reflections on the Forgotten Twenthieth Century*. New York: Penguin.

Krzyzanowski, M., 2010. *The Discursive Construction of European Identity. A Multi-level Approach to Discourse and Identity in the Transforming European Union*. Frankfurt/New York: Peter Lang.

Loth, W. 2005. *La gouvernance supranationale dans la construction européenne*, Bruxelles: Bruylant.

Mazé, C. 2012. « Des usages politiques du musée à l'échelle européenne. Contribution à l'analyse de l'européanisation de la mémoire comme catégorie d'action publique ». *Politique européenne*, 37:2, 72-100. doi:10.3917/POEU.037.0072. [consulté le 10 octobre 2018].

Milward, A. 1992. *The European Rescue of the Nation-State*. Berkeley / Los Angeles: University of California Press.

Puşcaş, V. 2013. *EU Accession Negotiations. A Handbook*. Vienne (Wien) : Hulla & Co Human Dynamics.

Puşcaş, V. 2016. *Negocieri pentru parteneriate* [Négociations pour les partenariats]. Cluj-Napoca : Şcoala Ardeleană.

Sternberg, C., 2013. *The Struggle for EU Legitimacy: Public Contestation, 1950-2005*, Springer / Palgrave MacMillan : Londres.

Traverso, E. 2009. « L'Europe et ses mémoires. Trois perspectives croisées ». *Raisons politiques*, 36:4, 151-167. doi:10.3917/rai.036.0151. [consulté le 10 octobre 2018].

Wæver, O. 2009. « Discursive Approaches » in: Wiener, A. Diez, T. *European Integration Theory*. Oxford: Oxford University Press.

Wodak, R., Boukala, S. 2015. « European Identities and the Revival of Nationalism in the European Union: A Discourse Historical Approach ». *Journal of Language and Politics* 14 : 1. doi : 14. 10.1075/jlp.14.1.05wod. [consulté le 10 octobre 2018].

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A29308 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:09:42 UTC)